

Revue des sommaires

Mercredi 19 avril 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

REVUE DE L'ARBITRAGE

BULLETIN DU COMITÉ FRANÇAIS DE L'ARBITRAGE

ANNÉE 2023 – N° 1 – JANVIER-MARS

S O M M A I R E

	Pages
DOCTRINE :	
Le précédent dans l'arbitrage (Actes du Colloque CFA, Paris, 14 octobre 2022, dir. Christophe SERAGLINI)	
– La notion de précédent dans l'arbitrage, par Salim MOOLLAN	3
– Les applications du précédent en arbitrage international : le précédent dans le cadre de la même affaire ou d'affaires liées (aspects substantiels), par Anne Véronique SCHLAEPFER	21
– La valeur du précédent en arbitrage commercial international, par Luca RADICATI DI BROZOLO	37
– Le précédent procédural dans la pratique des tribunaux arbitraux, par Maxi SCHERER, Sonya EBERMANN et Morgane CAUVIN	65
– Le précédent dans la pratique des institutions arbitrales, par Xavier FABRE-BULLE	93
– Le précédent dans la pratique du juge de l'annulation, réflexions en droit français et en droit comparé, par Louis DEGOS	115
– Synthèse, par Thomas CLAY	143

JURISPRUDENCE FRANÇAISE :

— « Impécuniosité d'une partie : créativité, subsidiarité et pragmatisme », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 28 septembre 2022, par Paul GIRAUD	157
— « Invalidité de saisies-attribution sur des fonds gelés par l'Union européenne : la Cour de cassation valide l'inapplicabilité de l'immunité d'exécution dans l'affaire <i>Al-Kharafi</i> en présence de sanctions internationales », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 7 septembre 2022, par Victor GRANDAUBERT	167

CHRONIQUE DE DROIT DES MODES AMIABLES DE RÈGLEMENT DES CONFLITS :

— par Jean-Philippe TRICOIT	193
-----------------------------------	-----

SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

235

BIBLIOGRAPHIE

— ROEBUCK (Derek), <i>More Disputes and Differences – Essays on the History of Arbitration and its Continuing Relevance</i> , par Bruno DE LOYNES DE FUMICHON	257
---	-----

INDEX ANALYTIQUE

263

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
199^e année
20 avril 2023
n° 15 / 7992^e
pages 729 à 776

CHRONIQUE / Responsabilité sociétale

La RSE, force créatrice du droit des contrats

> Morgane Tirel

742

ÉDITORIAL

729 L'impression 4D ou la prochaine écriture de l'humanité, Fabrice Defferrard

ACTUALITÉS

- 732 Assurance (de groupe): notice à remettre par le souscripteur
- 733 Bail d'habitation (prescription): application de la loi dans le temps
- 734 Bailleur (obligation de délivrance): travaux de remise en état
- 735 Classification des emplois: attribution de points de compétence
- 736 Retraites (loi de réforme): censure limitée aux « cavaliers sociaux » et publication
- 737 Retraites (référendum d'initiative partagée): irrecevabilité de la proposition
- 738 Immunité d'exécution (renonciation): modalités et portée

POINT DE VUE

- 740 La présomption de fiabilité des signatures électroniques: un modèle pour le droit de l'Union?,
(à propos de CJUE 20 oct. 2022, aff. C-362/21, *Ekofrukt EOOD c/ Bulgarie*), Thibault Douville

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 750 *Panorama*: Droit des couples, Jean-Jacques Lemouland et Daniel Vigneau
- 762 *Notes*: Mesures d'isolement et de contention: le diagnostic critiquable du Conseil constitutionnel, note sous Cons. const. 31 mars 2023, Louis Bodet et Véronique Tellier-Cayrol
- 766 La constitutionnalité des dispositions de la loi Soilihi relatives à la clause d'exclusion: regard critique, note sous Cons. const. 9 déc. 2022, Simon Farges
- 772 Saisie-contrefaçon: compétence du juge des requêtes et protection du secret des affaires, note sous Com. 1^{er} févr. 2023, Matthieu Dhenne

ENTRETIEN

- 776 Maxime Barba – La Charte de présentation des écritures en question



Version numérique incluse*



322315



9

782993 223154

DA
LOZ
Lefebvre Dalloz

Recueil Daloz

Tour Lefebvre Daloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La Défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.daloz.fr - recueil@daloz.fr

PRÉSIDENT, DÉPÉTUEUR DE LA PUBLICATION,
STEPHANE DURET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENAYEN, NICOLAS DISNAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DUMEAZ

RÉDACTION

DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

RÉDACTION

Maëlle HARSCOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Credit-Gamme : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

EDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{re} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUILAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice ventes@daloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Etranger : 1016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Avril 2023

Éditions Daloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 916 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Daloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La Défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filière du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.



Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0 %

Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Fabrice Defferrard

729

L'impression 4D
ou la prochaine écriture de l'humanité



ACTUALITÉS

732

DROIT DES AFFAIRES

Consommation

Surendettement (caution) : opposabilité des mesures exécutoires, *Civ. 1^{re}, 13 avr. 2023*

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (congé) : mesure d'instruction in futurum, *Civ. 3^{re}, 6 avr. 2023*

732

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Assurance (de groupe) : notice à remettre par le souscripteur, *Civ. 2^{re}, 30 mars 2023*

Produit défectueux (producteur) : gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, *Com. 13 avr. 2023*

733

DROIT IMMOBILIER

Bail

Bail d'habitation (prescription) : application de la loi dans le temps, *Civ. 3^{re}, 6 avr. 2023*

Bailleur (obligation de délivrance) : travaux de remise en état, *Civ. 3^{re}, 6 avr. 2023*

734

DROIT INTERNATIONAL

ET EUROPÉEN

Droit européen

Concentration (sans dimension communautaire) : contrôle par les autorités nationales, *CJUE 16 mars 2023*

Droit international

Circulation routière (accident) : application de la Convention de La Haye, *Civ. 1^{re}, 13 avr. 2023*

735

DROIT PUBLIC

Environnement

Contrôle administratif (agent habilité) : constitutionnalité du régime, *Cons. const. 13 avr. 2023*

735

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Classification des emplois : attribution de points de compétence, *Soc. 13 avr. 2023*

Sécurité sociale

Retraites (loi de réforme) : censure limitée aux « cavaliers sociaux » et publication, *Cons. const. 14 avr. 2023*

Retraites (référendum d'initiative partagée) : irrecevabilité de la proposition, *Cons. const. 14 avr. 2023*

738

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

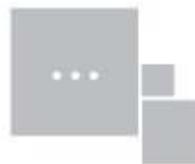
Procédure civile

Appel civil (bref délai) : pouvoirs juridictionnels du président de chambre, *Civ. 2^{re}, 13 avr. 2023*

Immunité d'exécution (renonciation) : modalités et portée, *Civ. 1^{re}, 13 avr. 2023*

Arbitrage international (exequatur) : soumission au code arbitral turcien, *Civ. 1^{re}, 13 avr. 2023*

Arbitrage international (exequatur) : contrôle d'une sentence arbitrale étrangère, *Civ. 1^{re}, 13 avr. 2023*



POINT DE VUE

740

La présomption de fiabilité des signatures électroniques: un modèle pour le droit de l'Union? (à propos de CJUE 20 oct. 2022, aff. C-362/21, Ekofruit EOOD c/ Bulgarie) par Thibault Douville



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

742

La RSE, force créatrice du droit des contrats par Morgane Tirel

PANORAMA

750

Droit des couples mars 2022 – mars 2023 par Jean-Jacques Lemouland et Daniel Vigneau

NOTES

762

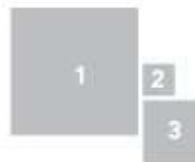
Mesures d'isolement et de contention: le diagnostic critiquable du Conseil constitutionnel, note sous Cons. const. 31 mars 2023 par Louis Bodet et Véronique Tellier-Cayrol

766

La constitutionnalité des dispositions de la loi Solih relatives à la clause d'exclusion: regard critique, note sous Cons. const. 9 déc. 2022 par Simon Fargues

772

Saisie-contrefaçon: compétence du juge des requêtes et protection du secret des affaires, note sous Com. 1^{er} févr. 2023 par Matthieu Dhenne



ENTRETIEN

776

Maxime Barba – La Charte de présentation des écritures en question

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au Recueil Dalloz donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du Recueil Dalloz, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maximal) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).

*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos Identifiants personnels ou des Identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également votre revue numérique sur Dalloz-Revues.fr





À LA UNE

Question pratique - Les résolutions climatiques

30

Sociétés - Les décisions collectives de SAS prises en violation des statuts peuvent être annulées

4

Question d'actualité - Les nouvelles lignes directrices du PNF : quand politique pénale rime avec stratégie commerciale

24

GUIDE PRATIQUE

CONSULTATION ANNUELLE DES ASSOCIÉS DE SARL 2023

Un guide et des modèles pour approuver les comptes annuels d'une SARL (cahier joint)



www.efl.fr

EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Nullité des décisions collectives de SAS
- 5 - Régime juridique des associations d'avocats
- 6 - Décès d'un associé de société civile
- 6 - Agrément de cession d'actions de SA
- 7 - Apport en nature et représentation de l'associé mineur

Bourse

- 8 - Date d'appréciation de la condition de seuil du retrait obligatoire

Entreprise en difficulté

- 9 - Exercice de l'action paulienne par le liquidateur judiciaire
- 10 - Comblement de passif : dirigeant ayant perçu des rémunérations sans décision des associés
- 11 - Versement prématuré du prix de vente d'un fonds de commerce
- 12 - Nullité d'une saisie-attribution pratiquée en période suspecte

Finances de l'entreprise

- 13 - Aide destinée à compenser la hausse du prix de l'énergie
- 14 - Pluralité de cautions solidaires
- 15 - Acte de cautionnement non daté
- 15 - Rupture abusive d'une autorisation de découvert

Biens de l'entreprise

- 16 - Transformation d'un commerce en « dark store »
- 17 - Cession-déspécialisation du bail commercial en cas de retraite ou d'invalidité du locataire
- 18 - Indemnisation d'une sous-location commerciale irrégulière
- 18 - ICC, ILC et Ilat au 4e trimestre 2022

Concurrence

- 19 - Abus d'éviction par une entreprise en position dominante
- 20 - Enquêtes de la Commission européenne : recueil des entretiens

Consommation

- 21 - Publicité comparative trompeuse
- 22 - Preuve du respect de l'obligation précontractuelle d'information du professionnel

Et aussi...

- 22 - Transfert international de données personnelles

Question d'actualité

- 24 - Les nouvelles lignes directrices du PNF : quand politique pénale rime avec stratégie commerciale

Question pratique

- 30 - Les résolutions climatiques

Veille

- 35 - Veille fiscale et sociale



GUIDE PRATIQUE



Cahier joint

CONSULTATION ANNUELLE DES ASSOCIÉS DE SARL 2023

REVUE LAMY

Droit des Affaires

CSRD : un vent nouveau pour le reporting en matière de durabilité

Dana ANAGNOSTOU, Hélène BERION et Claire GERVAIS

- Validité des clauses d'exclusion des pertes d'exploitation sans dommage après fermeture administrative décrétée pour cause de Covid-19 ?
Sabine ABRAVANEL-JOLLY
- L'agent commercial dont la faute grave a été découverte tardivement ne peut être privé de son droit à indemnité de rupture : le nouvel alignement de la jurisprudence française sur le droit européen.
Anne-Catherine RICHTER
- Le pacte d'actionnaires à l'épreuve du principe de prohibition des engagements perpétuels et de déterminabilité du prix
Perrine PEREZ
- Validité affirmée d'un pacte d'associés conclu pour la durée statutaire de la société
Quentin NEMOZ-RAJOT, Victor POUX
- Les atouts de l'actionnariat salarié
Yvan MARJAUT

9

MENSUEL
AVRIL 2023

Droit des Affaires

Conseil scientifique

Sylvie de VENDEUIL :

Conseiller scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel do CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAOUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Karnov HoldCo France

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : M. Pontus

BODELSSON, en qualité de représentant légal de la société Karnov Group Holding AB, elle-même Présidente de la société Karnov HoldCo France SAS, prise en sa qualité de représentant légal de la société éditrice Lamy Liaisons.

Directrice générale : Palmira ANDRADE

Directrice des éditions : Sylvie DURAS

Rédactrice en chef : Chloé MATHONNIERE

Rédactrices en chef adjointes :

Anouk JAUNASSE, Joséphine de ROMANET

Ont collaboré à ce numéro :

Jérémie BERLEMONT, Guillaume CARTERET, Victoria MAURIÉS et Héloise PLANCKEART

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 60,42 €^{TTC}

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0,02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

① **N°Cristal** 09 69 39 58 58
APPEL NON SURTAXÉ

Courriel : contact@wkf.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

LAMY | KARNOV GROUP
LIAISONS

Sommaire

FOCUS P. 4

- Inexécution imputable à un cas de force majeure et résolution judiciaire : maintien de la position jurisprudentielle après la réforme
Alexandre NIVERT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 7

ÉCLAIRAGE P. 20

- L'agent commercial dont la faute grave a été découverte tardivement ne peut être privé de son droit à indemnité de rupture : le nouvel alignement de la jurisprudence française sur le droit européen
Anne-Catherine RICHTER

JURISPRUDENCE COMMENTÉE P. 25

- Validité affirmée d'un pacte d'associés conclu pour la durée statutaire de la société
Quentin NEMOZ-RAJOT et Victor POUX

ANALYSE P. 29

- Le pacte d'actionnaires à l'épreuve du principe de prohibition des engagements perpétuels et de déterminabilité du prix
Perrine PEREZ

ÉTUDE P. 33

- Validité des clauses d'exclusion des pertes d'exploitation sans dommage après fermeture administrative décrétée pour cause de Covid-19 ?
Sabine ABRAVANEL-JOLLY
- Les atouts de l'actionnariat salarié
Yvan MARJAULT

DÉCRYPTAGE P. 46

- CSRD : un vent nouveau pour le reporting en matière de durabilité
Dana ANAGNOSTOU, Hélène BERION et Claire GERVAIS

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 15 du 17 avril 2023

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

[Hervé Temime, l'avocat du métier d'avocat](#)

N° 469 - Par Pascale ROBERT-DIARD

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | MAGISTRATS

[Simone Rozès, la pionnière](#)

N° 470 - Par Gwenola JOLY-COZ

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | SANTÉ PUBLIQUE

[Convention citoyenne sur la fin de vie : vers une légalisation de l'aide active à mourir ?](#)

N° 471 - Par Paul VÉRON

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONTRATS SPÉCIAUX

[Remise du rapport et des consultations sur l'avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux](#)

N° 472

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 27 mars au 2 avril 2023](#)

N° 473

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSOCIATIONS

[Exclusion disciplinaire d'un sociétaire, l'illusion de l'impartialité](#)

N° 474 - Par Jean-Jacques BARBIERI

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | OFFICE DU JUGE

[Du trouble manifestement illicite en référé selon la chambre sociale de la Cour de cassation](#)

N° 475 - Par Xavier VUITTON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SÛRETÉS RÉELLES

[Portée de la sûreté réelle consentie pour garantir la dette d'autrui : seul est engagé le bien affecté hypothécairement](#)

N° 476

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 27 mars au 2 avril 2023](#)

N° 477

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

[Limites de l'exclusion de la consultation du CSE en présence d'un accord de GPEC](#)

N° 478 - Par Nathalie DEDESSUS-LE-MOUSTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SYNDICATS PROFESSIONNELS

Conditions de désignation d'un salarié membre d'un syndicat en qualité de délégué syndical

N° 479 - Par Lydie DAUXERRE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 6 au 12 avril 2023

N° 480

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 27 mars au 2 avril 2023

N° 481

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COMMANDE PUBLIQUE

Contrat : un contenu illicite

N° 482 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 6 au 12 avril 2023

N° 483

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

Arrêts A du Conseil d'État du 27 mars au 2 avril 2023

N° 484

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Le renforcement en trompe-l'oeil du droit d'accès aux documents administratifs

N° 485 - Par Raphaël MAUREL

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Identité de genre et lien de filiation

N° 486 - Par Frédéric SUDRE et Laure MILANO

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT À LA LIBERTÉ ET À LA SÛRETÉ

La nécessaire clarification du statut des « hotspots »

N° 487

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Effet de l'invalidation d'un contrat sur la protection des consommateurs

N° 488 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

Nécessité de l'entrave au regard de l'objectif poursuivi : indifférence du droit des autres États membres

N° 489 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | TRIBUNAL DE L'UNION EUROPÉENNE

De nouvelles règles de procédure au Tribunal de l'Union européenne depuis le 1er avril 2023

N° 490

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

IA et droit d'auteur : la Commission européenne n'envisage pas de réviser la directive de

2019

N° 491

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | ENVIRONNEMENT

Pesticides : la primauté de la santé des abeilles sur l'amélioration de la production agricole

N° 492 - Par Maud CINTRAT

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | VENTE

Vente animalière : le dol a du mordant !

N° 493 - Par Jean-Christophe BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

La dynamique des chaires pluridisciplinaires à la faculté de droit de Rennes

N° 494 - Par Sylvie MOISDON-CHATAIGNER

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | COUR DE CASSATION

L'aide juridictionnelle près la Cour de cassation

N° 495 - Par Jean-Pierre GRIDEL

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | SOCIÉTÉS

La responsabilité des sociétés-mères à l'égard des salariés de leurs filiales : mythe ou risque réel ?

N° 496 - Par Laetitia TERNISIEN et Océane DEMOULIN

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

L'avocat ne peut, tant à titre principal qu'accessoire, exercer l'activité d'agent sportif

N° 497 - Par Julien BERENGER

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Honoraires de résultat et transaction : attention, le diable se cache dans les « détails » de rédaction !

N° 498 - Par Stéphanie GRAYOT-DIRX

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Accès dérogatoire à la profession d'avocat : calcul de la durée d'expérience à l'aune des principes d'égalité salariale et de non-discrimination

N° 499 - Par Stéphane BORTOLUZZI

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Précisions sur les effets du paiement partiel d'une facture d'honoraires

N° 500 - Par Cécile CASEAU-ROCHE

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS AUX CONSEILS

Liberté d'installation des avocats aux conseils : l'Autorité de la concurrence a rendu son avis pour les années 2023-2025

N° 501

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 15 du 13 avril 2023

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



BANQUE

[3 QUESTIONS - Le « CumCum » : futur scandale impliquant des banques ?](#)

N° 356 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

LOIS ET RÈGLEMENTS

[Légitimono : un nouveau site pour renouveler l'accès au droit de la Principauté](#)

N° 357

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

[Les métamorphoses du droit des personnes](#)

N° 358

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

[Le financement des entreprises](#)

N° 359

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

[Décarbonation : où en sont les PME et ETI françaises ?](#)

N° 360

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | ASSURANCE

[La faute intentionnelle et la faute dolosive sont autonomes](#)

N° 361

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

[La formule écrite de la main de la caution doit prévoir que celle-ci s'engage sur ses revenus et ses biens](#)

N° 362

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

[N'engage pas sa responsabilité la caution qui est informée par la banque de l'adéquation du prêt aux capacités financières des emprunteurs](#)

N° 363

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS COMMERCIAUX

[La prescription annale n'est pas applicable à la demande en réparation des préjudices attribués à la résiliation prématurée du contrat de prestation de communications électroniques](#)

N° 364

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DOUANE

Présentation du projet de loi concernant la mise en conformité du droit de visite douanière et la modernisation de l'action de la Douane

N° 365

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | EFFET DE COMMERCE

Cautionnement : l'aval d'une lettre de change irrégulière est soumis à l'exigence des mentions manuscrites du Code de la consommation

N° 366

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | EFFET DE COMMERCE

Lavaliste n'est pas fondé à rechercher la responsabilité de la banque pour manquement à un devoir d'information

N° 367

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ÉNERGIE

Plan de sobriété énergétique : l'exécutif demande aux entreprises de nouveaux efforts

N° 368

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

LBC/FT : l'ABE consulte sur les modifications des lignes directrices sur la surveillance fondée sur les risques afin d'inclure les prestataires de services de crypto-actifs

N° 369

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Guide de la sécurité des données personnelles : la CNIL publie une nouvelle version

N° 370

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

La fin du ticket de caisse obligatoire reportée au 1er août 2023

N° 371

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SÛRETÉS

Portée de la sûreté réelle consentie pour garantir la dette d'autrui : seul est engagé le bien affecté hypothécairement

N° 372

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Adhésion au CSP et énonciation du motif économique de la rupture : délai de 15 jours accordé à l'employeur pour apporter des précisions

N° 373

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Justification de l'utilisation des heures de délégation : dans quelle mesure l'employeur peut-il se tourner vers le juge des référés ?

N° 374

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Compte-titres ordinaire : que faire lorsque le transfert ou la clôture est entravé par la présence de titres de sociétés placées en liquidation judiciaire ?

N° 375

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Cumul des sanctions fiscales et pénales : l'épilogue

N° 376

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Dissolution pour mésentente entre associés : de la nécessité d'être paralysé

N° 1112 - Par Benoit MARPEAU et Théo DAMOUR

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Opposabilité du droit de propriété du crédit-bailleur : l'inefficacité de la publication du jugement arrêtant le plan de redressement du preneur

N° 1113 - Par Stéphane ZINTY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Le tribunal de commerce de Paris n'invalidé pas la décision du conseil d'administration d'EDF sur l'offre publique

N° 1114 - Par Sophie SCHILLER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Société - Gérant - Révocation - Conditions procédurales

N° 1115

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Droit de la concurrence

N° 1116 - Par Georges DECOCQ , Anne-Laure-Hélène DES YLOUSES , Emmanuel DIENY , Vincent JAUNET , Florent PRUNET , Pauline DE LANZAC , Carole BOUTILLIER et Antoine LOUVARIS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT

Partie de cache-cache entre le juge et certaines compagnies aériennes extracommunautaires

N° 1117 - Par Pascal DUPONT et Ghislain POISSONNIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Droit des opérations de paiement non autorisées : retour sur la notion de « négligence grave » du payeur

N° 1118 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Banque - Action en paiement - Prescription quinquennale - Point de départ

N° 1119

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Cautionnement - Caution - Recours de la caution après paiement - Irrégularité de la déchéance du terme

N° 1120

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | AMIANTE

Exposition des salariés à une substance dangereuse : vers un nouveau flux d'indemnisation

N° 1121 - Par Joël COLONNA et Virginie RENAUX-PERONNIC

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | REVENU DISTRIBUÉ

Caractère imposable de dividendes crédités au compte courant d'un associé et ne pouvant être effectivement appréhendés par celui-ci

N° 1122 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 16 du 20 avril 2023

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



BANQUE

[3 QUESTIONS - Vers un euro numérique ? : actualité](#)

N° 377 - Par Caroline KLEINER

NUMÉRIQUE

[Lancement d'une consultation publique sur les perspectives et attentes des metavers](#)

N° 378

BIBLIOGRAPHIE

[Opérations sur capital social](#)

N° 379

BIBLIOGRAPHIE

[Droit du travail - Relations collectives](#)

N° 380

DONNÉES CHIFFRÉES

[Baromètre des réclamations des consommateurs](#)

N° 381

Actualités



AFFAIRES | ÉNERGIE

[Loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables : quoi de neuf pour les communautés énergétiques ?](#)

N° 382 - Par Karine RODRIGUEZ

AFFAIRES | ASSURANCE

[Plan d'épargne retraite et assurance-vie : modification de dispositions sur la transparence et la lisibilité sur les frais](#)

N° 383

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

[Surendettement des particuliers et recours de la caution](#)

N° 384

AFFAIRES | CONCURRENCE

[Vente d'accès à des bases de données sur les entreprises : BvD et Ellisphere épinglées pour entente sur les prix et répartition de clientèle](#)

N° 385

AFFAIRES | CONTRAT

Remise du rapport et des consultations sur l'avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux

N° 386

AFFAIRES | DONNÉES PERSONNELLES

Protection des données : le CEPD formule ses inquiétudes au sujet du paquet « LBC/FT »

N° 387

AFFAIRES | DONNÉES PERSONNELLES

« Alertes professionnelles » : la CNIL consulte sur la mise à jour de son référentiel

N° 388

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Finance « désintermédiaée » : quelle réponse réglementaire ?

N° 389

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

IA et droit d'auteur : la Commission européenne n'envisage pas de réviser la directive de 2019

N° 390

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Sécurité générale des produits : le Parlement européen adopte le nouveau règlement

N° 391

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

La consultation des représentants du personnel ne s'impose pas en cas de licenciement pour motif économique d'un seul salarié

N° 392

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Retraites : publication de la loi après que le Conseil constitutionnel a validé l'essentiel de la réforme et rejeté une première demande de RIP

N° 393

FISCAL | BIC-IS

Comptes courants d'associés : taux maximum des intérêts déductibles

N° 394

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

Immunité d'exécution : en matière de créance fiscale, une renonciation expresse suffit

N° 395

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Mesures fiscales d'accompagnement à l'investissement dans la production d'énergies renouvelables

N° 396

Études et commentaires

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Pas de saisie conservatoire en garantie d'un compte courant d'associé débiteur avant la liquidation de la société sans clause contraire

N° 1123 - Par Corinne BOISMAIN

AFFAIRES | DISTRIBUTION

La transmission du réseau de distribution

N° 1124 - Par Gaël CHANTEPIE et Nicolas DISSAUX

AFFAIRES | DISTRIBUTION

La transmission d'un réseau de distribution : notions

N° 1125 - Par Gaël CHANTEPIE et Nicolas DISSAUX

AFFAIRES | DISTRIBUTION

La dimension technique de la transmission du réseau de distribution

N° 1126 - Par Nicolas FERRIER

AFFAIRES | DISTRIBUTION

La transmission du réseau de franchise : point de vue d'un praticien

N° 1127 - Par Charlotte BELLET

AFFAIRES | DISTRIBUTION

La transmission du réseau de franchise : non aux dogmes, oui au pragmatisme !

N° 1128 - Par Rémi DE BALMANN

AFFAIRES | DISTRIBUTION

La politique salariale dans la transmission des réseaux de distribution

N° 1129 - Par Jean-Philippe TRICOIT

AFFAIRES | DISTRIBUTION

La transmission du réseau de distribution : quelques aspects de droit de la concurrence

N° 1130 - Par Jean-Christophe RODA

AFFAIRES | BANQUE

Précisions sur les effets d'une atteinte au monopole des IOBSP

N° 1131 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

AFFAIRES | TRANSPORT

Les eaux calmes de la responsabilité pour abordage : entre précisions et confirmations

N° 1132 - Par Roberto THIANCOURT

SOCIAL | CONTENTIEUX

Contrôle URSSAF : le paragraphe dans la Charte du cotisant contrôlé « Les investigations sur support dématérialisé » est supprimé par le Conseil d'État

N° 1133 - Par François TAQUET

FISCAL | RECOUVREMENT

Responsabilité fiscale du dirigeant social : quand « décider d'autoriser » n'est pas « décider »

N° 1134 - Par Thierry FAVARIO

Revue de droit bancaire et financier, n° 2 du 01 mars 2023

Sommaire du numéro

Repère



ACTIFS NUMÉRIQUES

[Actifs numériques : en attendant MiCA, voici Unidroit !](#)

N° 2 - Par Dominique LEGEAIS

Alertes



FOCUS | ASSURANCE COLLECTIVE

[Précisions de la Cour de justice concernant le régime des contrats collectifs d'assurance unit-linked](#)

N° 29 - Par Pauline PAILLER

FOCUS | RETENUE À LA SOURCE

[Arbitrage des dividendes : des banques sous les feux de la rampe](#)

N° 30 - Par Olivier DEBAT

FOCUS | PARQUET NATIONAL FINANCIER (PNF)

[Parquet national financier : publication des chiffres pour 2022](#)

N° 31

VEILLE | FINANCE DURABLE

[L'ICMA favorable à la nature volontaire du label des obligations vertes de l'UE et à une diffusion plus large des obligations durables](#)

N° 32

VEILLE | SURVEILLANCE PRUDENTIELLE DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

["No-action letter" de l'EBA relative à la frontière entre les dispositions relatives au portefeuille bancaire et au portefeuille de négociation](#)

N° 33

VEILLE | FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS ET DE RÉSOLUTION (FGDR)

[Lignes directrices révisées de l'EBA sur les méthodes de calcul des contributions aux systèmes de garantie des dépôts](#)

N° 34

VEILLE | STABILITÉ FINANCIÈRE

[Les risques de stabilité financière de la finance décentralisée](#)

N° 35

VEILLE | FINANCE DURABLE

[Un cadre communautaire pour le financement de la transition](#)

N° 36

VEILLE | EBA

Actualisation de la foire aux questions de l'EBA dans le domaine des fonds propres et des passifs éligibles

N° 37

VEILLE | DIRECTIVE BRRD

Lignes directrices de l'EBA à l'attention des autorités de résolution concernant la publication des mécanismes de dépréciation et de conversion et de renflouement (bail-in)

N° 38

VEILLE | ESMA

L'ESMA publie un rapport sur les risques et les vulnérabilités

N° 39

VEILLE | SURVEILLANCE PRUDENTIELLE DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Réponse de l'EBA à un cabinet d'avocats sur le traitement prudentiel d'instruments détenus par DNB Bank ASA

N° 40

VEILLE | DSP 2

Publication par l'EBA d'un examen par les pairs sur l'agrément au titre de la directive sur les services de paiement

N° 41

VEILLE | CAC 40

Nouvelle étude d'Euronext sur l'actionnariat du CAC 40 et du SBF 120

N° 42

VEILLE | SERVICES FINANCIERS

Rapport OICV : un niveau élevé de mise en oeuvre des principes du régulateur

N° 43

VEILLE | AMF

Actualisation de la doctrine de l'AMF en matière de gestion d'actifs (PRIIPs)

N° 44

VEILLE | OCABSA

Renforcement de l'information des investisseurs lors d'opérations de financement dilutives

N° 45

VEILLE | SERVICES FINANCIERS

L'intelligence artificielle sur les marchés des valeurs mobilières de l'UE

N° 46

AGENDA | LLMDBF

Régulation financière et régulation de l'énergie, LLMDBF de l'université Paris-Panthéon-Assas, 25 mai 2023

N° 47

AGENDA | CONCOURS UNCHAIN THE LAW

Concours Unchain the Law, 2e éd., 2023

N° 48

BIBLIOGRAPHIE | DROIT BANCAIRE

Le banquier face au risque pénal, janvier 2023

N° 49

VEILLE LÉGISLATIVE | VEILLE DES TEXTES

Du 7 janvier 2023 au 6 mars 2023

N° 50

VEILLE DES PUBLICATIONS | VEILLE DES PUBLICATIONS

Veille des publications

N° 51

Entretiens



HCJP

Les résolutions climatiques « Say on Climate » : actualité

N° 3 - Par Alain LACABARATS et Myriam EPELBAUM

RÉGULATION BANCAIRE SUISSE

Régulation bancaire suisse : actualité

N° 4 - Par Carlo LOMBARDINI

SILICON VALLEY BANK

Silicon Valley Bank : d'un défaut de réglementation à une crise de liquidité ?

N° 5 - Par Catherine FEUNTEUN

ACTIFS NUMÉRIQUES

Regards croisés sur les conséquences de la faillite de FTX

N° 6 - Par Dominique LEGEAIS et Hubert DE VAUPLANE

Chronique



DROIT INTERNATIONAL FINANCIER

Chronique de droit financier international

N° 1 - Par Caroline KLEINER et Emeric PRÉVOST

Études



CLASSES DE PARTIES AFFECTÉES

Premiers retours pratiques sur les classes de parties affectées

N° 5 - Par Romain DE MÉNONVILLE, Nicolas MORELLI et David ROBINE

DIRECTIVE CSRD

Le double enjeu de la CSRD pour les acteurs financiers, producteurs et utilisateurs d'informations en matière de durabilité

N° 6 - Par Tanguy DORÉ et Laurence THÉBAULT

BÉNÉFICE DE SUBROGATION

De la nature juridique du bénéfice de subrogation

N° 7 - Par Thomas GÉRARD

Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 2 du 19 avril 2023

Sommaire du numéro

Éditorial



DEVOIR DE VIGILANCE

[Temporalité et flexibilité dans la vigilance](#)

N° 51 - Par Roxana FAMILY

Actualités



FOCUS | POLITIQUE D'INTELLIGENCE ET DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUES

[Politique d'intelligence et de sécurité économiques : les réformes ont porté leurs fruits](#)

N° 52 - Par Joffrey CÉLESTIN-URBAIN

VEILLE | COMPLIANCE ET ÉTHIQUE DES AFFAIRES - FRANCE

[Appel de l'AMF à la prise en compte en droit européen de critères environnementaux pour catégoriser les produits financiers](#)

N° 53

VEILLE | TRANSPARENCY INTERNATIONAL

[Bilan par TI France de l'utilisation des CJIP](#)

N° 54

VEILLE | ACHATS RESPONSABLES

[Publication du dernier baromètre des achats responsables](#)

N° 55

VEILLE | DGE

[Publication par la DGE de son rapport d'activité 2022](#)

N° 56

VEILLE | PNF

[Publication par le PNF de la synthèse annuelle 2022 de son activité](#)

N° 57

VEILLE | AFA

[Publication par l'AFA d'un guide relatif aux enquêtes internes anticorruption en entreprise](#)

N° 58

VEILLE | AFA

[Publication par l'AFA d'un recueil de fiches pratiques relatives à l'évaluation de l'intégrité des tiers](#)

N° 59

VEILLE | COUR DES COMPTES

Succès de la plateforme de signalement de la Cour des comptes

N° 60

VEILLE | SOCIÉTÉS À MISSION

1 042 sociétés à mission ont été créées en France

N° 61

VEILLE | EUROPE

UE : accord provisoire trouvé sur l'utilisation de l'appellation « obligations vertes européennes » alignée sur la taxonomie européenne

N° 62

VEILLE | COMMISSION EUROPÉENNE

UE : évaluation par la Commission européenne du rôle du parquet européen dans la mise en oeuvre des sanctions adoptées par l'UE

N° 63

VEILLE | QATARGATE

UE : levée de l'immunité par le Parlement européen de deux députés soupçonnés de corruption dans l'affaire du Qatargate

N° 64

VEILLE | MÉDIATRICE EUROPÉENNE

UE : plaidoyer par la médiatrice européenne en faveur du renforcement de la transparence et de l'éthique au Parlement européen

N° 65

VEILLE | FINANCE DURABLE

UE : renouvellement par la Commission européenne du mandat des membres de sa plateforme sur la finance durable

N° 66

VEILLE | INTERNATIONAL

États-Unis : mise à jour des politiques du DOJ concernant les divulgations volontaires des entreprises

N° 67

VEILLE | DOJ

États-Unis : publication du rapport annuel relatif au FCPA sur les sanctions imposées par les autorités américaines

N° 68

VEILLE | OFAC

États-Unis : publication par l'OFAC des orientations sur l'exemption humanitaire aux gels des avoirs adoptés par l'ONU

N° 69

VEILLE | OFAC

États-Unis : révision par l'OFAC des sanctions pécuniaires civiles maximales selon l'inflation

N° 70

VEILLE | TRANSPARENCY INTERNATIONAL

Monde : publication par TI son indice de perception de la corruption 2022

À la une

Robe d'avocat et signes distinctifs : la balle est dans le camp du CNB

Sollicités pour rendre un avis sur le costume professionnel, Christian Vigouroux et Élise Untermaier Kerléo ont recommandé d'ajouter au RIN une disposition précisant que la robe se porte sans signes distinctifs pendant l'audience.



© lamurebenjamin_AdobeStock

Technique

Le mandataire sportif censuré : haro sur les nouveaux métiers ou juste rappel de la déontologie ?

note par Solenne BRUGÈRE et Benjamin PITCHO
sous Cass. 1^{re} civ., 29 mars 2023

Jurisprudence

Game over pour l'idée que le besoin d'aide humaine est hors sujet en cas d'hospitalisation de la victime

note par Anne GUÉGAN
sous Cass. 1^{re} civ., 8 févr. 2023

Gazette Spécialisée

DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Thierry MONTÉRAN

Avocat au barreau de Paris, UGGC Avocats

• Patrick ROSSI

Magistrat honoraire exerçant des fonctions juridictionnelles

• Marine SIMONNOT

Avocate au barreau de Paris, UGGC Avocats

AVEC LA PARTICIPATION DE

Philippe DELMOTTE, Michel DI MARTINO, Marjorie EECKHOUDT, Sarah FARHI, Christine GAILHBAUD, Giulio Cesare GIORGINI, Thibault GOUJON-BETHAN, Christine LEBEL, Georges TEBOUL et Michael TOTA



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication : Bruno Vergé
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :
Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lexenso.fr
Abonnements :
Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : abonnements@lexenso.fr

Publicité : benoit.favre@lexenso.fr
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2023
* Prix TTC au n° : 20 €
+ frais de port
* Abonnement France (un an) :
Journal seul : 570,74 € TTC
Recueils + table seuls : 556,45 € TTC
Journal, recueil + table : 764,73 €
Abonnement feuilletable numérique : 244,02 € TTC
* Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 645 €
Journal, recueil + table : 859 €
Abonnement feuilletable numérique : 239 €

Internet : gazette-du-palais.fr
Twitter : @LexensoAvocat

Commission paritaire n° 0523 T 83097
ISSN 0242-6331
Dépôt légal à parution
Imprimé par Duplicit Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;
impact gaz à effet de serre
pour un exemplaire : 713 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lexenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lexenso.fr

Actualité

GPL448h0 ■ Robe d'avocat et signes distinctifs : la balle est dans le camp du CNB	3
GPL448h9 ■ Avocats et activités commerciales dérogatoires : précisions sur les règles applicables	5
GPL448h6 ■ Disparition d'Hervé Temime	6

Doctrine

GPL444m9 ■ L'incidence de l'article L. 113-2-1 du Code des assurances sur l'obligation du banquier d'éclairer étude par Marc MIGNOT	9
GPL445h4 ■ Les perquisitions et saisies au sein des cabinets d'avocats : règles et réflexions pratiques étude par Florent LOYSEAU DE GRANDMAISON	12

Technique

GPL448i7 ■ Le mandataire sportif censuré : haro sur les nouveaux métiers ou juste rappel de la déontologie ? note par Solenne BRUGÈRE et Benjamin PITCHO sous Cass. 1 ^{re} civ., 29 mars 2023	18
--	----

Jurisprudence

GPL448i3 ■ <i>Game over</i> pour l'idée que le besoin d'aide humaine est hors sujet en cas d'hospitalisation de la victime note par Anne GUÉGAN sous Cass. 1 ^{re} civ., 8 févr. 2023	21
GPL447x7 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD	26
GPL447y2 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC	32
GPL448c7 ■ Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme par Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA https://lex.so/GPL448c7	BL

Gazette Spécialisée

DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Sous la responsabilité scientifique de
Thierry MONTÉRAN, Patrick ROSSI et Marine SIMONNOT

35